

## Compte-rendu réunion du groupe de travail Moyen-Orient de CGLU

Conseil Mondial de CGLU

Le 5 décembre 2012 à l'Hôtel des Almadies, Dakar, 9h00-10h15

### Introduction:

Mot du vice-président du groupe: Meritxell Budo i Pla, maire de La Garriga, Président du Fonds Catalan de Coopération au développement

### Rappel des objectifs du groupe :

Ce groupe naît du besoin de créer un espace au sein de CGLU entièrement dédié à la question du Proche-Orient depuis 60 ans. Le conflit israélo-palestinien a, par sa nature, des conséquences et des répercussions dans toute la Région. Les équilibres géostratégiques mondiaux sont affectés par ce qui se passe au Proche-Orient.

Depuis le début, la communauté internationale joue un rôle dans la recherche d'une solution au conflit - une solution durable, fondée sur la justice et le droit international. Il apparaît clairement que les efforts des Etats et des instances multilatérales n'ont pas réglé le conflit. **Les gouvernements locaux ont leur part à prendre dans ce défi.** En tant que représentants directs des citoyens, ils doivent s'engager à combattre la guerre, la violence, mais également encourager l'établissement d'une paix juste et durable au Proche et Moyen-Orient. Les gouvernements locaux peuvent faire évoluer les choses en organisant des rencontres, en instaurant un dialogue et en promouvant des projets et programmes de coopération décentralisée. Plusieurs initiatives et actions de coopération existent entre les pouvoirs locaux mondiaux, leurs associations nationales, et les collectivités territoriales en Palestine et en Israël mais aussi dans les autres pays de la Région. Le groupe de travail « gouvernements locaux et coopération au Proche-Orient » de CGLU veut créer un espace où les différentes initiatives existantes peuvent être présentées et débattues. Des synergies entre les différents acteurs peuvent être recherchées.

Les objectifs de ce groupe sont :

- **Favoriser la concertation** entre tous ses membres, les échanges, et le partage de stratégies et d'opportunités ; le groupe sera **un facilitateur du dialogue entre les multiples acteurs** ;
- **Renforcer et étendre l'engagement des collectivités territoriales** membres de CGLU et des communautés en débattant sur des idées, en faisant état de la situation sur le terrain, des propositions et des projets concrets ;
- **Encourager la coopération décentralisée** avec les collectivités locales palestiniennes pour faire face à l'urgence sociale, humanitaire et politique de celles-ci; augmenter les partenariats de ville à ville envers les collectivités israéliennes ; soutenir les efforts pour des coopérations triangulaires ;
- **Lieu de capitalisation des expériences** et des pratiques de coopération décentralisée, ainsi qu'un lieu de partage d'initiatives ; le groupe de travail proposera aux collectivités des moyens, dont l'accès à une base de données internationale sur les acteurs et les partenariats de la coopération au Proche-Orient. (Création d'une base des données).
- **Valoriser le savoir-faire et l'expertise des collectivités territoriales.** Le dialogue entre collectivités permet d'identifier des synergies et des similitudes, et d'appliquer des politiques territoriales favorisant le rôle des gouvernements locaux et l'implication des populations locales dans la promotion des projets ayant pour vocation la promotion du dialogue et/ou du développement ;

- **Proposer un cadre d'échange politique** entre les élus locaux permettant de renforcer les partenariats et favoriser un lobbying politique en faveur de la paix et du dialogue **dans toute la Région** ;
- **Maintenir un dialogue permanent** avec les associations nationales de pouvoirs locaux ;
- **Ouvrir le dialogue avec les organisations internationales**: agences de coopération, agences des Nations Unies... Il tiendra à cet effet un agenda des relations et rencontres institutionnelles des partenaires multilatéraux et bilatéraux liés à la coopération en direction de cette région du monde ;
- **Apporter son soutien aux initiatives**, présentes et à venir, de rapprochement avec les institutions de l'Union Européenne (Parlement, Commission, Comité des Régions) ;
- **Être un relais** des appels à projets européens tout comme des appels d'offre des agences multilatérales pour la mise en œuvre de coopérations innovantes ;
- **Apporter un appui méthodologique** à la conception des projets (objectif à réaliser à terme). Outil de veille et d'analyse des projets et de leur évolution, le groupe de travail mettra ses connaissances et informations au service des collectivités souhaitant développer des projets en direction des collectivités territoriales du Proche-Orient.

**Animation** : Bertrand Gallet, directeur général de Cités Unies France.

Le rôle des collectivités territoriales dans la gestion des conflits ainsi que dans les phases d'aide à la reconstruction est désormais un fait. Les pouvoirs locaux sont des acteurs clés qui peuvent et doivent intervenir dans les phases de : 1) recherche de dialogue ; 2) reconstruction ; 3) médiation ainsi que, bien sûr, dans le développement qui reste le cœur du métier de la coopération décentralisée.

Avant d'ouvrir nos travaux et notre ordre du jour il convient de se féliciter de l'admission de la Palestine aux Nations Unies comme Etat observateur. C'est à notre avis un petit pas vers la paix et il faut le conforter en ce sens.

Face à la situation dramatique en Syrie et à la demande du ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius, Cités Unies France a décidé d'adresser un appel à la solidarité aux collectivités françaises en partenariat avec le ministère. Le bilan de la guerre civile en Syrie est accablant : près de 40 000 morts, des dizaines de milliers de personnes arrêtées, des blessés privés de soins et des centaines de milliers de personnes déplacées à l'intérieur du pays ou réfugiées dans les Etats voisins. Cités Unies France, confronté à des situations de catastrophe, a eu l'occasion de créer, à la demande de ses adhérents, des fonds de soutien aussi bien pour Haïti, le Pakistan ou Fukushima. En raison de la nature très particulière de la crise et le nombre de pays concernés, il semble préférable d'appeler les adhérents à participer à une action pilotée par l'Etat français. Le gouvernement français a annoncé un effort humanitaire exceptionnel pour faire face à cette crise. L'acheminement de l'aide s'appuie sur le système des Nations Unies et les grands acteurs humanitaires non-gouvernementaux, mais aussi, comme le demandent les Syriens, sur des réseaux de solidarité locaux implantés sur le terrain. À ce titre, un fonds de concours du ministère des Affaires étrangères a été ouvert pour recueillir les contributions des collectivités territoriales. Ce fonds doit pouvoir financer le soutien alimentaire aux familles syriennes et les soins médicaux des victimes de la répression.

Cités Unies France organisera une journée d'information fin décembre pour les collectivités territoriales françaises intéressées par la situation en Syrie.

Le Président de CGLU et maire d'Istanbul, Kadir Topbas, a lancé plusieurs appels à la solidarité pour le peuple syrien. Il a exprimé la solidarité de l'ensemble des collectivités territoriales de

l'organisation mondiale à ce peuple, et en particulier aux habitants des villes de Damas et Alep, membres de l'organisation mondiale. CGLU appelle à la fin des violences et la protection de la population civile. CGLU encourage la communauté internationale à fournir l'aide humanitaire nécessaire et à engager un effort diplomatique pour qu'une solution soit trouvée le plus tôt possible.

Le Président de CGLU lance un appel à toutes les collectivités territoriales du monde pour qu'elles participent à cet effort collectif, pour que la paix puisse finalement être restaurée. Nous avons ainsi décidé de relever cet appel et d'organiser un échange au sein de notre groupe de travail afin d'étudier des possibles actions communes.

**La situation en Syrie**, présentation de Cenk Tikiz, représentant de MEWA (Section régional Moyen-Orient et Asie de l'Ouest de CGLU) :

Le 15 mars 2011, des démonstrations pacifiques dans plusieurs villes du pays ont été organisées contre la corruption et l'injustice présentes dans le parti Baath qui contrôle le pays. Le gouvernement a décidé de riposter à ces manifestations pacifiques en envoyant l'armée syrienne dans les villes pour mettre fin aux protestations utilisant une force disproportionnée et mortelle contre des civils désarmés. De nombreux soldats et sous-officiers de l'armée syrienne ont décidé de désertir plutôt que d'obéir aux ordres de tuer des civils désarmés. Le 29 juillet 2011 certains officiers déserteurs annoncent la formation de la FSA (Free Syrian Army, l'armée libre de Syrie), ayant pour objectif de protéger les contestateurs désarmés des troupes et milices d'Assad. La démographie syrienne est dominée par les Sunnites (74%), les autres confessions musulmanes (Alawites, Chiites, Ismaélites et Druses) représentent 16% de la population. Les Chrétiens comptent pour 10% de la population avec une minorité juive. Cette diversité de la population syrienne n'a aucun rapport direct avec la révolution car, par exemple, la protestation a explosé un peu partout dans le pays notamment dans des zones habitées principalement par des Alawites, le clan d'appartenance d'Assad.

La situation des réfugiés syriens dans les pays voisins au 22 novembre 2012 :

**Jordanie** : plus de 91 000 réfugiés syriens sont actuellement recensés en Jordanie. 32 000 supplémentaires en cours d'enregistrement. Le gouvernement jordanien estime que plus de 200 000 réfugiés sont entrés dans le pays depuis mars 2011.

**Liban** : le nombre des réfugiés au Liban est estimé à 93 100 personnes avec un nombre de 34 310 en attente d'enregistrement.

**Iraq** : on y enregistre plus de 54 175 réfugiés syriens. Le froid et la pluie rendent la situation des réfugiés dans les camps encore plus critiques. Plus de 50 000 irakiens ont quitté la Syrie en direction de l'Iraq.

**Turquie** : on décompte 120 147 réfugiés enregistrés répartis dans 14 camps de 7 provinces turques. Les autorités turques estiment qu'approximativement 70 000 syriens sont hébergés ou résident dans des villes ce que porte le nombre des réfugiés syriens en Turquie à 185 000. Le gouvernement turc évalue en ce moment la construction d'autres camps.

Le 28 novembre 2012, le Premier ministre libanais Najib Miqati a rendu public que le Liban ne pourrait faire face à la crise des réfugiés syriens sur son sol s'il ne recevait pas une aide urgente de la communauté internationale.

Malgré l'appel des Nations Unies à un effort pour venir en aide aux Etats confrontés par la crise syrienne, l'effort principal et le plus lourd reposera sur les Etats frontaliers à la Syrie.

Les conditions de vie dans les camps sont critiques. On enregistre la mort d'enfants, notamment dans les camps de Jordanie, qui serait due à un manque d'équipement et aux conditions météorologiques.

Le résultat des recherches du centre de recherche stratégique et de communication démontre qu'au 28 novembre 2012 plus de 76 000 personnes ont été enregistrées comme dispersées. Le nombre de morts en Syrie, officiellement reconnus, s'élève à 46 726 dont 3 483 enfants incarcérés depuis le début de la révolution.

Pour notre organisation, le président de CGLU et maire d'Istanbul, Kadir Topbas, a lancé un appel pour la solidarité en Syrie et afin d'arrêter les violences à Damas, Alep et dans les autres villes syriennes membres de notre organisation. Il a également appelé à la protection des civils et encouragé la communauté internationale à intervenir avec une aide humanitaire et il a demandé aux collectivités locales autour du monde d'apporter leur aide dans la mesure de leurs possibilités.

Le rôle que CGLU pourrait jouer pour venir en aide aux réfugiés syriens peut se décliner dans les actions suivantes :

- Identifier les besoins de base de réfugiés ;
- Relancer et/ou activer le rôle des collectivités territoriales dans les pays voisins de la Syrie pour une mobilisation ;
- Activer une coordination avec les agences internationales pour activer la délivrance de l'aide aux réfugiés ;
- Travailler à la sensibilisation de l'opinion publique sur la situation de la population en Syrie ;
- Aider à la création d'opportunités de travail dans le secteur public ou privé pour faire face à l'émergence ;
- Garantir une assistance médicale en coordination avec les autres structures en charge de ce secteur ;
- Encourager les collectivités territoriales des pays hôtes de faciliter l'entrée des réfugiés et de tout faire pour garantir l'accueil ;
- Vérifier la possibilité auprès de pays tiers et en particulier des pays arabes d'accueillir des réfugiés chez eux.

### **Table ronde et discussion.**

**Cités Unies France** propose une opération de l'ordre du symbolique et de la solidarité mais qui pourrait être suivie d'une aide concrète en direction des collectivités territoriales qui se trouvent aux frontières des pays touchés par l'afflux des réfugiés syriens : l'organisation d'une délégation des collectivités territoriales et d'associations des pouvoirs locaux sous l'égide de CGLU.

Cette mission de recensement des besoins et de soutien politique à l'effort des collectivités territoriales qui font face à l'émergence de réfugiés et au peuple syrien affecté par la guerre pourrait avoir lieu au cours du premier trimestre 2013. Elle aurait lieu dans trois pays : Liban,

Jordanie, et Turquie. La délégation pourrait être conduite par le Président de CGLU, Kadir Topbas, au moins dans la partie turque de la mission. Michel Delebarre et / ou Charles Josselin, respectivement président de Cités Unies France et conseiller du président, anciens ministres, pourraient conduire la délégation au Liban et en Jordanie.

L'aide à l'intérieur du pays restant très compliquée au regard de la situation sécuritaire, nous ne pouvons que concentrer notre effort sur les réfugiés et sur le soutien aux collectivités territoriales aux frontières.

L'association des villes des Pays-Bas ainsi que l'association des villes canadiennes ont exprimé leur soutien à cette idée de délégation d'exploration des besoins pour faire face à la crise des réfugiés syriens.

Il est proposé d'étudier la faisabilité ainsi que les enjeux d'une telle mission. Un comité de pilotage de préparation devrait se réunir dans les prochaines semaines pour déterminer le calendrier ainsi que les modalités logistiques.

## **Coopération et initiatives.**

### **Présentation et discussion autour de l'initiative du colloque sur le Proche-Orient à Dunkerque :**

Plus de cinq cents collectivités européennes sont engagées dans des coopérations avec des villes palestiniennes et/ou israéliennes. Cet engagement est le reflet des valeurs de paix, de justice et d'équité portées par l'Europe, ses Etats membres et les autorités locales organisées au sein de plusieurs réseaux nationaux.

Dix ans après la création, à Dunkerque, d'une plate-forme impliquant des collectivités françaises, italiennes et espagnoles regroupées au sein du réseau COEPPO (Collectivités européennes pour la paix au Proche Orient), plusieurs initiatives ont été menées ou sont en cours, illustrant l'intérêt grandissant des opinions publiques pour la paix au Proche-Orient.

Cependant, dans un contexte qui ne cesse de se dégrader pour les populations locales, il apparaît aujourd'hui indispensable de renforcer, d'élargir et de partager l'action des autorités locales européennes dans cette région du monde.

Dans cet esprit, Cités Unies France, le RCDP, le Réseau Européen pour la paix au Proche-Orient, la Communauté urbaine et la Ville de Dunkerque souhaitent organiser en 2013 (date à confirmer), à Dunkerque, sous l'égide de l'organisation Cités et Gouvernements Locaux Unis, un Forum ouvert aux collectivités européennes, à leurs réseaux, aux institutions européennes et internationales.

L'adhésion de la Palestine à L'ONU comme Etat observateur est une bonne nouvelle. Nous devons soutenir cette démarche et faire de ce pas diplomatique un pas vers la paix, et cela malgré la poursuite de la colonisation en Palestine.

**Présentation et discussion des initiatives** lancées par l'Association des municipalités néerlandaises (VNG) en partenariat avec l'Association allemande des Municipalités (Deutsche Stadtetag) :

L'APLA a clairement affirmé son impossibilité et celle des collectivités palestiniennes de poursuivre tout projet triangulaire avec les collectivités territoriales israéliennes. VNG ainsi que l'association des villes allemandes ont poursuivi leur projet de rapprochement entre les collectivités israéliennes et palestiniennes entamé lors de la conférence de Cologne pour la paix.

A vue de la situation VNG ainsi que l'association des villes allemandes ont décidé d'organiser une délégation d'élus locaux en Palestine au premier semestre 2013. Cette mission pourrait être ouverte à d'autres collectivités territoriales.

**Présentation du 3ème Forum des autorités locales et régionales de la Méditerranée** prévu à Marseille (France), 3&4 Avril 2013, organisé par la Commission Méditerranée de CGLU :

La Commission Méditerranée de CGLU, la Ville de Marseille, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, l'ensemble des réseaux membres de la Commission Méditerranée organisent, avec le soutien du Ministère français des Affaires étrangères, les **3 et 4 avril 2013 à Marseille**, le 3ème Forum des Autorités Locales et Régionales de la Méditerranée. À la suite des bouleversements intervenus dans la région, cette Assemblée des élus méditerranéens sera à nouveau l'occasion d'échanger sur les défis politiques, économiques et sociaux et d'apporter une contribution utile aux perspectives de développement et de paix en Méditerranée. Lors des ateliers de travail et de la plénière, les élus formuleront des propositions pour renforcer la démocratie locale et appuyer les processus de décentralisation. Ils se prononceront également sur les moyens de mettre en œuvre des politiques décentralisées de développement durable qui tiennent compte des spécificités des territoires et qui accordent une priorité à la jeunesse. Le Forum sera aussi une opportunité pour examiner l'apport du Partenariat Euro-Méditerranéen mais plus largement celui des bailleurs internationaux dans le développement de la région. Enfin, la tenue du Forum de la Fondation Anna Lindh du 4 au 7 Avril 2013 à Marseille, sera l'occasion d'inviter la société civile méditerranéenne, qui aspire à prendre une part active aux changements en cours, à apporter sa contribution au Forum des Autorités Locales et Régionales de la Méditerranée.

### **Relevé des décisions : les initiatives du groupe Moyen-Orient.**

#### Initiatives politiques et diplomatiques :

- 1) Organisation d'une délégation d'élus en réponse à la crise en Syrie sous l'égide de CGLU. Objectif de la mission : aller à la rencontre des collectivités territoriales frontalières de la Syrie qui font face à l'arrivée des réfugiés syriens, au Liban, Jordanie et Turquie. La mission devrait avoir lieu au premier trimestre 2013. Elle sera précédée par l'envoi d'un programme provisoire précisant la logistique du déplacement. Une réunion de préparation de cette mission aura lieu le 15 janvier 2013 à Bruxelles.
- 2) Une mission d'élus locaux sera organisée en Palestine, pilotée par l'association des villes néerlandaise et des villes allemandes.
- 3) Cités Unies France, en charge de l'animation et de l'organisation d'une section de travail lors du prochain Forum de la Méditerranée, associera le groupe de travail Moyen-Orient de CGLU dans l'élaboration de cette section de travail.

Initiatives pour l'animation du groupe :

- 1) Création d'un site pour le groupe Moyen-Orient de CGLU ;
- 2) Création d'une base de données des coopérations dans la Région ;

**Agenda :**

- 1) Réunion de préparation pour la mission « crise en Syrie » : 15 janvier 2013 à Bruxelles ;
- 2) Organisation d'une réunion du groupe lors du prochain bureau exécutif de CGLU à Lyon
- 3) Organisation d'une délégation d'élus en réponse à la « crise en Syrie » ;
- 4) Organisation d'une mission d'élus en Palestine ;
- 5) Préparation d'une rencontre du groupe lors du prochain Congrès mondial de CGLU à Rabat en 2013.